Pourquoi nous avons perdu MalagaÂ ?

[(Nous reproduisons un article publié par nous, dans le *Libertaire*, en 1937, peu après la chute de Malaga. Nous croyons que son contenu mérite toujours d'être connu, bien qu'il ne lève qu'une partie du voile sous lesquels se sont déroulés les épisodes de la guerre internationale livrée par le fascisme, lui aussi international, contre la république et la révolution sociale espagnole.)]

Quand les agences annoncèrent à travers l'espace la prise de Malaga par les troupes fascistes, l'étonnement fut général. On ne croyait pas qu'une ville de cent quarante mille habitants, qui s'élevaient à deux cent mille en comptant les réfugiés, puisse tomber si facilement aux mains de ses ennemis. Dans le camp antifasciste, les uns parlèrent de trahison, les autres – sphères gouvernementales – de départ prématuré de la ville par les Comités, de désorganisation des troupes, d'irresponsabilité. Devant l'opinion publique, on accusa, on accuse encore surtout la F.A.I. d'avoir été maîtresse de la situation et d'avoir tout abandonné aux moments les plus graves. On ne manquera pas de reprendre l'accusation. Aussi je veux rétablir dans cet article la vérité historique.

Les circonstances de la lutte me firent débarquer à Malaga dans la première semaine de novembre. Le jour de mon arrivée, j'entrai en rapport direct avec le Comité de guerre. Un heureux hasard, qui s'est produit très peu souvent, voulait que ses membres : anarchistes, communistes, socialistes de gauche et un militaire délégué du gouvernement fussent tous des hommes d'une loyauté et d'une sincérité à toute épreuve, capables de voir et de reconnaître les défauts de leurs partis, et de passer par-dessus leurs propres camarades s'ils n'avaient pas raison ou si les besoins de la lutte l'exigeaient.

Pendant huit jours j'assistai aux réunions quotidiennes du Comité, je parlai avec les uns, ou avec les autres, j'entendis leurs confidences, et j'eus la chance de connaître presque tous les chefs de colonnes avec lesquels je pus maintenir, sur la question militaire, des conversations prolongées. Quand je partis, quelque temps après, j'étais convaincu qu'à la première attaque sérieuse, Malaga tomberait.

La cause en résidait encore dans le sabotage systématique dont ses combattants étaient victimes. Pas d'armes, pas de munitions. Il y avait en tout dans la Sierra, sur un front d'environ deux cents kilomètres, huit mille hommes armés. Une partie des fusils avaient été pris à l'ennemi et, pour ces huit mille combattants, pour ces deux cents kilomètres de front qui allait d'Estepona à Grenade, on possédait trois cent mille cartouches. La colonne de Mora, composée de mille hommes, comptait seulement cinq cents fusils. Les autres attendaient que leurs camarades tombent pour prendre leurs armes.

Cette pénurie d'armements était-elle due à la fatalité, à un manque général d'éléments de combat ? Cela peut-être en partie vrai. Mais Malaga a été aussi victime d'un blocus systématique de la part du gouvernement central, qui lui a tout refusé.

Il était pourtant nécessaire de la défendre. C'était, en plus d'une grande ville, le premier port important de la Méditerranée méridionale. La possibilité d'y débarquer des hommes et des munitions en faisait la base de la reconquête de l'Andalousie. La flotte de guerre pouvait s'y abriter, et de là inquiéter les transports ennemis menant des troupes à Algésiras, ou bombarder les positions riveraines de l'Afrique du Nord. Perdre Malaga devait avoir des conséquences extraordinairement graves.

Mais les politiciens avaient des raisons. Soixante pour cent du peuple était avec la F.A.I. et la C.N.T. Dans le parti socialiste, divisé en deux groupes, les jeunes, plus ardents

et plus combatifs, éliminaient les vieux profiteurs et refusaient d'être de simples instruments des ambitions personnelles ou de coteries. Malaga avait donc, face au gouvernement, une attitude indépendante, non qu'elle se séparât du reste de l'Espagne, mais parce qu'elle cherchait son chemin dans une autre direction sociale, qui n'avait rien à voir avec le régime déchu et ses représentants.

Pas d'armes. Des commissions furent envoyées, les unes après les autres, voir à Madrid, Largo Caballero. Elles imploraient, elles faisaient voir que la menace sur Madrid pouvait être conjurée par une avance rapide en Andalousie. À ce moment, les fascistes concentraient leurs forces dans le Nord et dans le centre de l'Espagne. Dans les provinces du Sud, il n'y avait presque pas de soldats. Les antifascistes véritables de Malaga se faisaient forts de prendre Algésiras en quarante-huit heures, et c'est à Algésiras que débarquaient les troupes rifaines, et Algésiras était encore le principal point de ravitaillement des fascistes sur toute la côte du Sud. Ils se faisaient forts d'arriver aux portes de Cadix et de Séville, de prendre avec deux mille fusils et dix mitrailleuses, la ville de Grenade. Ils exprimaient cela en suppliant. Rien à faire.

« Pour Malaga, pas un fusil, pas une cartouche », leur déclara textuellement Largo Caballero. Et un délégué socialiste, exaspéré, l'insulta un jour autant que quelque temps avant son départ pour Madrid, Durruti l'avait fait devant la même résistance intransigeante et criminelle en ce qui concernait le front d'Aragon.

Mais on ne refusait pas seulement les armes et les munitions. On refusait les chefs militaires éclairés, ou on les reprenait quand on se rendait compte que, plaçant les besoins de la guerre en premier lieu, ils maintenaient avec tous les combattants des relations cordiales, et se refusaient à les ignorer.

Comment auraient-ils pu le faire ? Les trois-quarts de miliciens campés et luttant dans la montagne étaient membres de la C.N.T. et de la F.A.I. Presque tous les chefs de colonnes, des guérilleros comme il n'y en eut pas sur d'autres fronts étaient des nôtres. Comment se passer d'eux ? Comment se passer de Pedro Lopez, auteur d'études sur la guerre révolutionnaire, militant aimé des paysans, et chef si habile que les plus militaires le consultaient après avoir adopté un plan, et de qui le colonel Simon me disait qu'il ne lui manquait que les galons de général ? Comment se passer de Mora, figure merveilleuse de vingt-quatre ans, qui fut de tous les combats, à Séville et à Triana, à Badajoz et à Cacérès, à Oropeca, à Talavera, à Tolède, à Madrid, et que Largo Caballero lui-même autorisa à partir sur le front de Malaga avec des armes et des hommes ? Comment se passer d'Arcas, dont le frère avait été tué dans les premiers combats, mais qui, à la tête de la cavalerie, par lui organisée, faisait dans le territoire ennemi des incursions fructueuses ? Comment se passer de « El Raya » et de tant d'autres ?

Et comme ils ne consentaient pas à éliminer ces hommes, comme ils ne pouvaient ni ne voulaient rompre leurs relations avec nos syndicats dont les ouvriers étaient toujours les plus prompts à fabriquer les grenades et les bombes, c'était eux qu'on éliminait.

Ainsi fut limogé le commandant Romero, chef de tout le front, qui malgré son inclination originaire vers le communisme, finit par avoir pour nous une sympathie marquée, car c'est dans nos rangs qu'il trouvait toujours la plus grande disposition à la lutte et à tout ce qui était nécessaire. Ainsi fut éliminé le colonel Simon, qui occupa ensuite le même poste. Ainsi furent éliminés des chefs de moindre importance. On les envoyait sur d'autres fronts, et dans la plupart des cas, on ne les remplaçait pas.

Les antifascistes de Malaga, socialistes, communistes et anarchistes voyaient cela. Ils voyaient leur manque

d'armements, ils savaient que Malaga était une proie convoitée, et ils me disaient que le jour où l'ennemi concentrerait ses forces, il n'y aurait pas moyen de résister.

Aussi envoyaient-ils délégation sur délégation. Je partis avec deux d'entre elles, une civile et une militaire. La délégation militaire avait à sa tête le commandant Pelayo, un des premiers artilleurs d'Espagne, qui dirigeait le secteur d'Estepona, soixante-dix kilomètres à l'est de Malaga. Comme tant d'autres, il lui fallut faire antichambre, chercher des recommandations, parler avec les secrétaires des ministres, et, quand il fut reçu, être écouté avec indifférence. Des hommes qui demandaient à se faire tuer, à vaincre l'ennemi, devaient supplier les bureaucrates et les politiciens, maîtres de tout !

La délégation civile n'eut pas plus de chance. Il en vint d'autres par la suite. Désespérés, ils faisaient aux politiciens d'éloquents discours pour leur montrer l'importance d'une avance en Andalousie. Tout était inutile.

L'intervention de nos ministres ne fut pas plus heureuse. Mis en minorité sur cette question comme sur beaucoup d'autres, il leur fut impossible d'arracher la moindre concession.

Dans les montagnes, les troupes tenaient, luttaient. Elles firent de nombreuses actions, livrèrent de nombreux combats dont souvent on ne parla même pas. Et ces combats étaient presque toujours à leur avantage, car ils étaient organisés et disciplinés d'une façon exemplaire.

Mais les armes ne venaient toujours pas. Sept mille hommes les attendaient dans les casernes. Malaga a subi une centaine de bombardements aériens, et pour se défendre on ne lui envoya qu'un réflecteur. Les trois cent mille cartouches s'évanouissaient dans les combats, et il n'en venait pas de nouvelles. Avec l'aide d'amis placés pour cela, je pus faire détourner, pour qu'on les remplisse à nouveau, deux cent mille

douilles ayant déjà servi. Ce fut tout.

Dans les derniers moments, quand l'ennemi attaquait sur un point, il fallait courir à d'autres demander les cartouches qui restaient.

C'est dans ces conditions qu'on dut faire face à l'attaque formidable, par terre, par air et par mer, que déclenchèrent les fascistes espagnols, italiens et allemands. On reproche aux Comités d'avoir quitté la ville deux jours avant l'entrée des troupes ennemies. Il faut tenir compte de tous ces précédents pour les juger. Sans munitions, les troupes se repliaient de la montagne sur la ville. Il n'y avait, en cas de retraite, qu'une route bordant la mer, et qu'un débarquement de cinq cents hommes et le bombardement d'un navire de guerre pouvaient couper. La fuite générale était inévitable. Affamés – ils avaient faim depuis des mois –, poursuivis par les avions, les habitants s'enfuirent. Dix mille victimes devaient tomber pendant cette course atroce.

Au dernier moment, le gouvernement envoya des renforts et des munitions. Elles n'arrivèrent qu'à Almeria.

L'avance de l'ennemi avait été de cent quarante kilomètres. Et la perte, au point de vue géographique, militaire et moral, est incalculable.

Dans la Sierra, des milliers de combattants sont tombés qui luttèrent comme des lions avant et pendant l'invasion. Des milliers de camarades qui se savaient sacrifiés, poignardés dans le dos par les politiciens. Des milliers de héros anonymes qui, pendant des mois, ont souffert le froid, la faim, la trahison, qui avaient souvent des envies folles de marcher sur Valence et d'en finir avec cette vermine. Leurs cadavres ont pourri sur les rochers, ont gelé dans les neiges, ont été dévorés par les bêtes.

Pendant ce temps, ceux qui, par le mécanisme de l'État, avaient tout en main, faisaient de la politique, des manœuvres

et des contre-manœuvres. Et ce sont ceux-là qui accusent !

Je dois bien, à toutes ces victimes stoïques, à tous ces camarades admirables, à tous ces combattants ces quelques lignes où je défends leur mémoire, et qui peut-être contribueront à ce que de telles trahisons ne se répètent pas.

[/Robert Lefranc/]